ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 30 juillet 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus", a donné le 7 août 1970 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 30e juli 1970 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen", heeft de 7e augustus 1970 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi tend à modifier le système de perception de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles. En liant la débition de la taxe à l'immatriculation du véhicule, on rend possible la suppression du signe distinctif fiscal.

*

* *

L'exposé des motifs décrit les avantages qui en résulteront pour les usagers et insiste sur le plus juste calcul de la taxe qui résultera de la loi.

Dans le régime actuel, cependant, une voiture sans emploi ou inutilisable temporairement peut demeurer immatriculée, conserver sa plaque d'immatriculation pendant que son détenteur a suspendu ou renoncé à sa mise en circulation et qu'il a renvoyé le signe fiscal au receveur des contributions directes. Ce système permet notamment la suspension corrélative de l'assurance concernant la responsabilité civile.

La réglementation en vigueur (arrêté royal du 31 décembre 1953) ne prévoit la suppression de l'immatriculation qu'en cas de cessation d'usage définitive ou d'exportation définitive du véhicule. Les motifs du renvoi doivent être communiqués à l'Office de la circulation routière (article 9 de cet arrêté).

Aux termes du projet de loi, les véhicules "sont présumés mis en usage sur la voie publique aussi longtemps qu'ils sont ou doivent être inscrits au répertoire matricule de l'Office de la circulation routière" (nouvel article 36ter inséré dans le Code par l'article 8 du projet).

.../...

Selon les intentions du Gouvernement cette présomption doit être irréfragable. Il s'ensuit qu'aucune possibilité ne sera ouverte au détenteur d'un véhicule automobile temporairement inutilisé d'échapper au paiement de la taxe de circulation. Cette taxe prend dès lors le caractère d'une taxe d'immatriculation.

Si l'on voulait éviter cette conséquence, l'article 9 de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 devrait être modifié pour permettre le renvoi de la plaque d'immatriculation à l'Office de la circulation routière dès qu'intervient une cessation d'usage provisoire. Le détenteur du véhicule pourrait ainsi ultérieurement utiliser de nouveau le véhicule en cause, en demandant une nouvelle immatriculation. Il recevrait inévitablement en ce cas un nouveau numéro et aurait à acquitter une somme de deux cent cinquante francs (article 25 de l'arrêté royal du 31 décembre 1953, modifié par l'arrêté royal du 1er décembre 1966).

L'interruption de l'immatriculation n'aurait pas pour seule conséquence la non-débition de la taxe de circulation, mais permettrait également la suspension de l'assurance concernant la responsabilité civile du conducteur.

*

* *

L'article 69 du Code de la T.V.A., appelé à entrer en vigueur en même temps que le projet de loi soumis au Conseil d'Etat, dispose :

.../...

"Tout receveur préposé à la perception de taxes annuelles ou périodiques sur les véhicules automobiles ou leurs remorques peut, préalablement à la délivrance du document constatant le paiement de ces taxes, exiger du propriétaire la justification du paiement ou de l'exonération dans son chef de la taxe sur la valeur ajoutée".

Ce moyen de contrôle n'est pas nouveau. Il est actuellement appliqué à la taxe de luxe (voir article 179, tableau A, VII, dispositions communes, § 2).

La loi en projet supprime la délivrance d'un document constatant le paiement de la taxe, en ce qui concerne les véhicules indiqués au nouvel article 36bis du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. L'article 69 du Code de la T.V.A. ne pourra dès lors pas recevoir application pour les véhicules de l'espèce. Il s'indique dès lors de rechercher un autre mode de contrôle de la perception de la T.V.A.

*

* *

Article 2.

Pour rendre l'article plus clair, il est proposé de rédiger comme suit la phrase liminaire de l'article 9 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, que l'article 2, 1°, du projet tend à modifier :

.../...

"1° La phrase liminaire est rédigée comme suit :

"La taxe est fixée, soit par période de douze mois consécutifs, soit par année civile, selon les bases et les taux suivants : ".

Au 2° la modification que l'on veut apporter au texte figurant sous la lettre C de l'article 9 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ne doit pas porter atteinte à l'intitulé de ce texte.

Il est dès lors proposé d'écrire :

"2° le texte figurant sous l'intitulé de la lettre C est remplacé par la disposition suivante : ".

Article 3.

L'application de la taxe réduite prévue à l'article 10 du Code étant, de pratique administrative, accordée aux véhicules mis en usage depuis plus de trente ans, sans tenir compte des interruptions de cet usage pendant lesquelles le véhicule est resté inutilisé, le texte de la loi devrait couvrir cette pratique, ce qui postule la modification du texte proposé pour l'article 10, § 1er, du Code, dans le sens suivant :

"1° pour les voitures et les voitures mixtes, mises en usage depuis plus de trente ans au moment de la débition de l'impôt; ".

.../...

Article 5.

Il conviendrait de ne pas laisser subsister l'intitulé du chapitre VI du titre II qui sera vidé de son contenu par l'abrogation de l'article 12 du Code.

Le texte suivant est proposé :

"Le chapitre VI du titre II, contenant l'article 12, du même Code est abrogé".

Article 6.

L'article 14 du Code prévoit une réduction de 25 p.c. de la taxe pour tout véhicule ayant plus de cinq ans d'usage.

Comme il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de décompter les périodes pendant lesquelles le véhicule est resté inutilisé, il serait préférable de prévoir que la taxe est réduite de 25 p.c. "pour tout véhicule à moteur mis en usage depuis cinq ans au moins au moment de la débition de l'impôt".

A la fin du texte projeté, il est proposé d'écrire : "à l'alinéa 1er... ".

Article 7.

Pour des motifs de concordance générale, la phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

.../...

"Article 7.-

L'article 20 du même Code, modifié par la loi du 26 février 1969, est remplacé par la disposition suivante : ... ".

Article 8.

Il convient d'indiquer dans l'exposé des motifs que la définition du terme "minibus" figure dans l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.

*

* *

En ce qui concerne la présomption contenue dans le nouvel article 36ter, § 1er, aux termes de laquelle les véhicules qui sont ou doivent être inscrits au répertoire matricule de l'Office de la circulation routière sont présumés mis en usage sur la voie publique et par conséquent font l'objet de la taxe de circulation, les renseignements fournis au Conseil d'Etat par les fonctionnaires délégués établissent qu'il s'agit dans la pensée du Gouvernement d'une présomption irréfragable. Ainsi par exemple, si le détenteur d'un véhicule totalement détruit néglige de procéder à la radiation de l'immatriculation, il restera redevable de la taxe de circulation aussi longtemps que cette formalité n'aura pas été accomplie.

.../...

Les paragraphes 5 et 6 du nouvel article 36ter devraient être intervertis et le § 5, devenu le § 6, serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsqu'au cours d'un exercice d'imposition un véhicule cesse d'être inscrit au répertoire matricule ou fait l'objet d'une exemption, la taxe payée est restituée à concurrence des mois entiers restant à courir".

Au paragraphe 7, il serait préférable de n'utiliser le verbe "réclamer" que pour qualifier l'action du redevable et non celle de l'administration.

Le texte suivant est proposé :

"§ 7. Des rappels de la taxe peuvent être établis pendant trois ans à compter du premier jour de l'exercice d'imposition pour lequel elle est due.

Dégrèvement de la taxe peut être accordé d'office pendant le même délai lorsque celle-ci a été soit payée soit établie indûment".

Le paragraphe 9 réaffirme le pouvoir réglementaire d'exécution que le Roi tient de l'article 67 de la Constitution. Ce paragraphe apparaît inutile et doit être omis.

Article 9.

Le texte suivant est proposé pour le § 2 et le début du § 3:

.../...

"§ 2. Par dérogation au § 1er, il est établi au profit des communes un décime additionnel à la taxe de circulation que l'Etat perçoit sur les véhicules automobiles.

§ 3. Ce décime n'est pas appliqué à la taxe relative :

1° ... ".

Het wetsontwerp strekt tot wijziging van de regeling inzake heffing van de verkeersbelasting op autovoertuigen. Als het ontstaan van de belastingschuld gekoppeld wordt aan de inschrijving van het voertuig, wordt het mogelijk het fiscaal kenteken af te schaffen.

*
* *

De memorie van toelichting wijst op de voordelen voor de weggebruikers en legt er de nadruk op dat de wet een juistere berekening van de belasting mogelijk zal maken.

Toch is er het volgende. In de bestaande regeling kan een niet gebruikt of tijdelijk onbruikbaar voertuig, ingeschreven blijven en dus zijn nummerplaat behouden voor de tijd dat de bezitter het voorshands niet meer in het verkeer brengt of ervan afgezien heeft dat te doen, ook al heeft hij het fiscaal kenteken aan de directeur der directe belastingen teruggestuurd. Meteen is het onder meer mogelijk, dat de verzekering inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid dienovereenkomstig wordt opgeschort.

Volgens de thans geldende reglementering (koninklijk besluit van 31 december 1953) vervalt de inschrijving alleen wanneer voorgoed een einde wordt gemaakt aan het gebruik van het voertuig of wanneer dit voorgoed wordt uitgevoerd. De redenen van de terugzending moeten aan de dienst van het wegverkeer worden medegedeeld (artikel 9 van dat besluit).

.../...

Luidens het wetsontwerp worden de voertuigen "geacht op de openbare weg in gebruik te zijn genomen, zolang zij in het repertorium van de Dienst van het wegverkeer zijn of moeten worden ingeschreven" (nieuw artikel 36ter ingevoegd in het Wetboek bij artikel 8 van het ontwerp).

Volgens de Regering moet dat vermoeden onweerlegbaar zijn. Hieruit volgt dat de bezitter van een tijdelijk ongebruikt autovoertuig op geen enkele wijze zal kunnen ontkomen aan de verkeersbelasting, die dan ook het karakter krijgt van een inschrijvingsbelasting.

Mocht men dat willen voorkomen, dan zou, met wijziging van artikel 9 van het koninklijk besluit van 31 december 1953, moeten worden toegestaan dat de nummerplaat aan de Dienst van het wegverkeer wordt teruggezonden zodra het voertuig voorlopig buiten gebruik wordt gesteld. De bezitter van het voertuig kan het dan later opnieuw gebruiken, na een nieuwe inschrijving te hebben gevraagd. In dat geval krijgt hij onvermijdelijk een nieuw nummer en moet hij tweehonderd vijftig frank betalen (artikel 25 van het koninklijk besluit van 31 december 1953, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 december 1966).

Die onderbreking van de inschrijving zou niet alleen meebrengen dat geen verkeersbelasting verschuldigd is ; ze zou het ook mogelijk maken de verzekering inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de bestuurder op te schorten.

*
* *

.../...

Artikel 69 van het Wetboek van de B.T.W., dat samen met het aan de Raad van State voorgelegde wetsontwerp in werking dient te treden, bepaalt :

"Ontvangers belast met de heffing van een jaarlijkse of periodieke belasting op automobielen of aanhangwagens daarvoor, kunnen vóór de uitreiking van het stuk dat de voldoening van de belasting vaststelt, van de eigenaar het bewijs vorderen dat de belasting over de toegevoegde waarde voldaan is of dat hij ervan vrijgesteld is".

Dit controlemiddel is niet nieuw. Het wordt thans toegepast inzake weeldebelasting (zie artikel 179, tabel A, VII, gemeenschappelijke bepalingen, § 2).

Volgens de ontwerp-wet wordt voor de voertuigen die opgegeven zijn in het nieuwe artikel 36bis van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, geen document meer afgegeven waaruit blijkt dat de belasting betaald is. Op die voertuigen zal artikel 69 van het Wetboek van de B.T.W. dus geen toepassing kunnen vinden, zodat naar een andere methode moet worden uitgezien om toezicht te houden op de voldoening van de B.T.W.

*
* *

Artikel 2.

Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld de inleidende volzin van het door dit artikel, 1°, te wijzigen artikel 9 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen als volgt te redigeren :

.../...

"1° De inleidende volzin luidt als volgt :

"De belasting wordt, ofwel per periode van twaalf opeenvolgende maanden ofwel per kalenderjaar, naar de volgende grondslagen en aanslagvoeten vastgesteld : ".

In de tekst onder 2° mag de voorgenomen wijziging van artikel 9, C, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen geen afbreuk doen aan het opschrift ervan. Derhalve wordt voorgesteld :

"2° De tekst onder het opschrift van C wordt door de volgende bepaling vervangen : ".

Artikel 3.

De in artikel 10 van het Wetboek bedoelde belastingvermindering wordt in de administratieve praktijk toegestaan voor voertuigen die sedert meer dan dertig jaar in gebruik zijn gesteld, ongeacht de tijd dat ze ongebruikt mochten zijn gebleven. De wettekst zou die praktijk moeten dekken. Hiervoor is het nodig de voor artikel 10, § 1, van het Wetboek voorgestelde tekst in de volgende zin te wijzigen :

"1° Voor de personenwagens en de auto's voor dubbel gebruik die bij het ontstaan van de belastingschuld sedert meer dan dertig jaar in gebruik zijn gesteld;".

.../...

Artikel 5.

Door de opheffing van artikel 12 van het Wetboek heeft hoofdstuk VI van titel II geen inhoud. Ook het opschrift moet dus worden geschrapt. Als tekst wordt voorgesteld :

"Hoofdstuk VI van titel II, bevattende artikel 12 van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven".

Artikel 6.

Krachtens artikel 14 van het Wetboek wordt de belasting met 25 t.h. verminderd voor ieder voertuig dat meer dan vijf jaar in gebruik is.

De bedoeling van de Regering is niet, de periodes waarin het voertuig ongebruikt gebleven is af te trekken, Daarom bepale men dat de belasting met 25 t.h. wordt verminderd "voor ieder motorvoertuig dat bij het ontstaan van de belastingschuld sedert ten minste vijf jaar in gebruik is gesteld".

Aan het slot van de ontwerp-tekst leze men : "... door de in het eerste lid bedoelde ...".

Artikel 7.

Ter wille van de algemene overeenstemming zou de inleidende volzin van dit artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 7.-

Artikel 20 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 februari 1969, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 8.

In de memorie van toelichting dient te worden vermeld dat de begripsomschrijving van "minibus" voorkomt in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen.

*
* *

Het vermoeden dat neergelegd is in het nieuwe artikel 36ter, volgens hetwelk voertuigen die in het repertorium van de Dienst van het wegverkeer zijn of moeten worden ingeschreven, geacht worden op de openbare weg in gebruik te zijn genomen, en derhalve aan de verkeersbelasting onderworpen zijn, wordt, naar de gemachtigde ambtenaren aan de Raad hebben medegedeeld, door de Regering als een onweerlegbaar vermoeden opgevat. De bezitter van een geheel vernietigd voertuig die nalaat de inschrijving te doen schrappen, zal dus de verkeersbelasting verschuldigd blijven zolang die formaliteit niet vervuld is.

De paragrafen 5 en 6 van het nieuwe artikel 36ter zouden van plaats moeten verwisselen ; § 5, die dan § 6 wordt, kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"Wanneer een voertuig in de loop van een aanslagjaar afgevoerd wordt van het repertorium of vrijstelling komt te genieten, wordt de betaalde belasting teruggegeven naar verhouding van de nog overblijvende volle maanden".

In de Franse tekst van § 7 gebruike men het werkwoord "réclamer" alleen met betrekking tot de handeling van de belastingschuldige, niet voor het optreden van de administratie.

Voorgesteld wordt :

"§ 7. De belasting kan worden nagevorderd gedurende drie jaar, te rekenen van de eerste dag van het aanslagjaar waarvoor ze verschuldigd is.

Ontlasting kan binnen dezelfde termijn ambtshalve worden verleend als de belasting ten onrechte betaald of geheven is".

Paragraaf 9 bevestigt andermaal de verordeningsbevoegdheid welke de Koning ter zake van de uitvoering bezit krachtens artikel 67 van de Grondwet. Deze paragraaf kan als overbodig vervallen.

.../...

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor § 2 en het begin van § 3 :

"§ 2. In afwijking van § 1 wordt ten behoeve van de gemeenten een opdeciem geheven op de verkeersbelasting welke de Staat op autovoertuigen heft.

§ 3. Deze opdeciem wordt niet toegepast op de belasting betreffende :

1° voertuigen ...".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Monsieur de Heer	: F. LEPAGE,	président du Conseil d'Etat, voorzitter van de Raad van State,	
Madame Mevrouw	: G. CISELET,	conseillers d'Etat,	
Messieurs de Heren	: G. BAETEMAN,	staatsraden,	
	G. ARONSTEIN,	assesseurs de la section de législation,	
	M. VERSCHELDEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. BAETEMAN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. BAETEMAN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.